Ville de
PESSAC

Expression politique - Magazine OP ! n°62 – OCTOBRE 2026

MAJORITE MUNICIPALE

Empêcher le naufrage de Bordeaux Métropole, tout en refusant la facilité fiscale

cours du mandat précédent, nous avons refusé de voter les budgets métropolitains, inquiets des signaux alarmants envoyés par la majorité d'alors, emmenée ces trois dernières années par Christine Bost, qui entraînait Bordeaux Métropole dans un ravin budgétaire inédit.

Les citoyens, en provoquant l'alternance au printemps dernier, ont mis fin à cette chute. Et en guise de cadeau de bienvenue pour la nouvelle majorité, l'État a placé la Métropole dans son réseau d'alerte des finances publiques en juin dernier, révélant la gravité de la situation.

Ainsi, la trajectoire toxique qui s'est imprimée tout au long du mandat précédent, passant de 400 millions d'euros de dettes en 2020 à 1,7 milliards en 2026, continue d'impacter négativement notre capacité de remboursement, qui passerait automatiquement de 5 ans en 2020, à 12 ans en 2025, 19 ans en 2026 et même 32 ans en 2027 si on ne corrige pas ces errements immédiatement.

Des mesures d'urgence s'imposent aujourd'hui, parce que des décisions de bons sens et de courage n'ont pas été prises avant. Comment ne pas s'étrangler, par exemple, en apprenant que sous le mandat de l'ancienne majorité, Bordeaux Métropole a augmenté sa masse salariale de près de 500 personnes, essentiellement des cadres supérieurs, puisque la majorité de ces recrutements relevait de la catégorie A ? Un gaspillage de ressources humaines et financières, hier, qui nous oblige aujourd'hui à la rigueur la plus stricte, avec la suppression envisagée de 500 postes sur le mandat, à laquelle s'ajoute une économie impérative de 72 millions d'euros dès 2027 sur nos dépenses de gestion, sans quoi la mise sous tutelle deviendra inévitable au 1er janvier 2028. Cette économie annuelle dans nos dépenses métropolitaines du quotidien devra même atteindre 150 millions en 2029 pour ensuite se stabiliser et nous rendre des capacités d'investissement.

Car non contente de contraindre le fonctionnement quotidien de la Métropole pour des années, cette gabegie passée bride désormais l'investissement pour l'avenir dans tous les domaines d'intervention de Bordeaux Métropole, cruciaux pour des centaines de milliers d'habitants : voirie, transport, logement, gestion des déchets, urbanisme, etc. Et une

gabegie qui perdure ailleurs, puisque ceux-là même qui ont rendu l'intercommunalité exsangue continuent de sévir au Département.

À la déception des habitants de l'agglomération, nous n'ajouterons pas l'injustice fiscale. Augmenter les impôts métropolitains serait une solution de facilité à laquelle la nouvelle majorité ne cédera pas. Le porte-monnaie des habitants n'a pas vocation à réparer les errements des politiques. Et c'est en plaçant le consentement à l'impôt parmi les principes démocratiques supérieurs que Pessac est parvenue à maintenir des finances saines, à préserver ses moyens d'action pour l'avenir, sans augmenter la part locale de l'impôt depuis 14 ans maintenant.

Franck Raynal, Pascale Pavone, Naji Yahmdi, Sylvie Vieu, Emmanuel Magès, Édith Dumartin, Jérémie Landreau, Margot Decory, Ludovic Bideau, Delphine Sabatey, Fabien Leroy, Isabelle Rigaud, Marc Gatti, Valérie Bernède, Jean-Philippe Laville, Cem Oruç, Fatima Bizine, Nolwenn Lecame, Philippe Robak, Fatiha Bozdag, Véronique Carlotti, Christian Chareyre, Nathalie Lozach, Romuald Labat, Hadiza Garba, Philippe Lagouarde, Céline Nikitine, Didier Boulot, Marina Carlotti, Lucas Lacarrière, Marion Albany, Bruno Marchessou, Gladys Thiébault, Dominique Moussours-Eyrolles, Stéphane Mari, Zeineb Lounici, Benoît Rautureau.

contact : elusmajoritepessac@gmail.com